

INFOS SNUEP F.S.U BORDEAUX

22 septembre 2022

Rejet massif de la réforme Macron dans les lycées pros

En se saisissant d'une enquête menée par le SNUEP-FSU, les professeur·es de lycée professionnel (PLP) répondent et s'inscrivent en faux face aux propos du président Macron qui prétend conduire son projet de réforme des lycées professionnels dans l'intérêt des jeunes et avec les personnels. Une journée après sa mise en ligne, plus d'un millier de collègues se sont exprimés clairement.

9 collègues sur 10 sont défavorables à l'augmentation de 50 % des stages (périodes de formation en milieu professionnel), à la fin des grilles horaires nationales, à l'adéquationisme des formations ou encore à la présidence du Conseil d'administration par un chef d'entreprise.

Les PLP estiment que la réforme entraînera des conséquences graves sur l'avenir des jeunes et sur nos métiers. Seulement 8 % considèrent que cette réforme donnerait des bases professionnelles plus solides aux élèves. Plus de 92 % estiment que la réussite aux examens ne s'améliorera pas.

Les PLP ne sont pas dupes quant à l'objectif à peine masqué du projet de réforme : 96 % estiment que cette réforme supprimera des postes et 97 % qu'elle n'améliorera pas les conditions de travail des personnels. En mars dernier, l'enquête Harris interactive menée à l'initiative du SNUEP-FSU révélait déjà que deux tiers des PLP considèrent que la dernière réforme de 2018 a dégradé leurs conditions de travail.

Lors des stages et des réunions syndicales, les réactions des PLP sont révélatrices d'inquiétudes profondes quant à l'avenir même de nos lycées professionnels. Au fil des réunions, le rejet de ce projet de réforme se confirme quand la volonté de la stopper s'affirme.

Face à cette attaque frontale, le SNUEP-FSU appelle à amplifier la campagne d'information dans les établissements et en-dehors et de débattre des moyens d'action pour la combattre. Il portera la nécessité d'un plan national d'action et de grèves lors de l'intersyndicale du 22 septembre.

Communiqué du SNUEP-FSU, le 20 septembre 2022

Ensemble, stoppons le projet de réforme des lycées professionnels

Lors de son déplacement en Vendée le président Macron a officialisé le lancement des débats locaux dans les lycées professionnels.

Après avoir enfin concédé à préserver une dimension générale et citoyenne dans la formation professionnelle des jeunes, il annonce que les volumes disciplinaires dédiés aux enseignements généraux seraient décidés localement. [Lire la suite.](#)



Sous l'apprentissage, la désorganisation de la voie professionnelle sous statut scolaire !

Le président Macron dans son discours de rentrée aux recteurs a réitéré sa volonté d'engager une nouvelle réforme de la voie professionnelle sous statut scolaire en souhaitant une convergence de celle-ci vers le modèle de l'apprentissage.

Suite à ces annonces, une intersyndicale réunissant la CGT Educ'action, le CNT-FTE, le SE-UNSA, le SNALC, le SGEN- CFDT, le SNUEP-FSU, le SNETAA-FO et SUD Éducation, c'est-à-dire l'ensemble des organisations syndicales de la voie professionnelle, s'est tenue le mardi 30 août.

Le constat qu'elles font est unanime : l'inquiétude est réelle en cette rentrée, et ces annonces présidentielles laissent planer une menace forte pour l'avenir des lycées professionnels, des PLP et des élèves de la voie professionnelle au sein du Service public d'Éducation.

En effet, le président veut « un partenariat beaucoup plus étroit avec les entreprises » laissant subsister le mensonge que les PLP en seraient éloignés alors même que, pour beaucoup, ils ont exercé dans le privé et qu'ils entretiennent des liens rapprochés avec les entreprises et leurs salariés qui accueillent nos élèves en stage.

La feuille de route énoncée reste floue pour le moment : durée des PFMP augmentée de 50% aussi bien en CAP qu'en Bac pro dès la rentrée 2023, fermeture des formations prétendues non insérantes, cartes des formations mises en adéquation avec les métiers qui peinent à recruter sur les secteurs en tension. La formation initiale de nos lycéens et lycéenne professionnels serait donc instrumentalisée pour développer toujours plus l'apprentissage avec l'objectif d'atteindre 1 million d'apprentis. Autant de mesures qui sont une menace directe pour les postes de PLP, mais aussi et surtout pour la vocation émancipatrice de l'enseignement professionnel sous statut scolaire des élèves. Nos élèves n'ont pas besoin de plus d'entreprise mais de plus d'école, plus de culture et d'enseignement général, bref de plus de bases scolaires.

Le leitmotiv « on apprendrait mieux sur le tas » tout comme l'amalgame des lycées professionnels à un « gâchis » généralisé sont inacceptables. C'est pourquoi les organisations syndicales CGT Educ'action, CNT-FTE, SE-UNSA, SNALC, SGEN- CFDT, SNUEP-FSU, SNETAA-FO et SUD Éducation appellent l'ensemble des personnels des lycées professionnels et Érea à se réunir dès ce début septembre en Heures d'informations syndicales dans un cadre unitaire le plus large possible, afin d'informer, d'échanger ensemble sur les projets qui se profilent afin de débattre d'une réponse collective à construire et préparer les mobilisations nécessaires.

Au regard des enjeux importants d'un tel projet pour les PLP et les élèves, l'intersyndicale demande des clarifications rapides. D'ores et déjà l'intersyndicale a convenu d'une nouvelle date de réunion pour amplifier la réponse collective qui fera échec à ce projet de désorganisation de la voie professionnelle scolaire.

Montreuil le 6 septembre 2022

L'enseignement professionnel s'unit contre le projet d'E Macron



Longtemps frères ennemis, les syndicats de l'enseignement professionnel font front commun contre le projet d'Emmanuel Macron porté par Carole Grandjean. Dans un communiqué commun, Cgt, Cnt, Se-Unsa, Snalc, Snuep Fsu, Snetaa FO et Sud appellent les professeurs de lycée professionnel (PLP) à se réunir pour "préparer les mobilisations nécessaires". [Lire la suite](#)

Pour les salaires, les pensions, les bourses d'études, les minima sociaux : en grève le 29 septembre !

En grève le 29 septembre !



Pour les salaires et la justice sociale et écologique, luttons !

Les mesures gouvernementales annoncées sur le pouvoir d'achat sont en dessous de la situation de paupérisation de la population. La loi votée cet été se contente de poser quelques rustines et, (...) [Lire la suite](#)

Adhésion



- **En ligne** : je règle ma cotisation par CB : Je complète le [formulaire en ligne](#) et je règle ma cotisation sur le site sécurisé.
- **Par chèque** : Je remplis mon [bulletin d'adhésion en ligne](#), je l'imprime et je l'envoie par courrier avec le paiement en chèque (1, 2 ou 3) à ma section académique ou au SNUEP-FSU, 38 rue Eugène Oudiné, 75013 Paris
- **Par prélèvement** : Je télécharge le [bulletin d'adhésion](#) ci-dessous, je le complète et je l'envoie avec un RIB à ma section académique ou au SNUEP-FSU, 38 rue Eugène Oudiné, 75013 Paris.